N° 308. Samedi 28 Décembre 1844. 15me Année.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

	La Haye.	Provinces.
un an.	26 fl.	30 fl.
six mois.	14 »	16 »
trois mois.	7 »	8 »

Prix des insertions.
Les premières lignes 1 fl. 50, timbre compris et 10 cts. par ligne en sus.

JOURNAL DE LA HAYE.

BUREAU DE LA RÉDACTION,
à La Haye, *Lange Nieuwstraat*, derrière le *Prinsegracht*.
BUREAU POUR L'ABONNEMENT ET LES ANNONCES,
Chez M. Van Weeldich, libraire, *Spui*, à La Haye.
Les lettres et paquets doivent être envoyés à la direction *francs de port*.

LA HAYE 27 Décembre.

Par avis de Son Exc. le ministre des finances, en date du 6 décembre, annonce que le paiement des rentes semestrielles de la dette nationale 2½ p. c. échues le 1er janvier 1845, aura lieu à Rotterdam dans le courant du mois de janvier prochain.

On écrit de Noordwyk, le 22 décembre :

Votre auguste Reine a daigné faire témoigner sa haute approbation à Mmes les directrices de la Société de Bienfaisance qu'elles ont établie ici, et à laquelle S. M. a en outre assuré un [illegible]

Les journaux de Java contiennent des détails sur l'inhumation solennelle de S. Exc. le gouverneur-général M. Merkus, qui a eu lieu à Soerabaya, le 15 août. Une foule innombrable accompagnait le convoi funèbre du gouverneur, après que le cercueil eut été déposé dans la tombe, le ministre de la communauté réformée de Soerabaya, M. Westenbrink Meyer a prononcé une oraison funèbre.

Tous les navires en rade de Batavia, Samarang, Soerabaya et Djokjakarta avaient hissé leur pavillon à mi-mât en signe de deuil.

On écrit d'Utrecht, le 25 décembre :

La hauteur de l'eau à Vreeswyk est de 2 m. 60; la crue a donc augmenté de 12 c., dans les dernières 24 heures. On passe toujours la rivière sur la glace qui n'a pas moins de 24 c. d'épaisseur.

Le Wahal est entièrement pris du côté de Lent près de Nymègue, et à Ponnerden la rivière charrie beaucoup de glace; à Westervoort elle est prise. On passe l'Yssel à tous les endroits jusqu'à la mer sur la glace. La Meuse est partout fermée.

A en croire les experts, il est à souhaiter que la gelée continue, afin que la glace se maintienne plus longtemps; car alors plus la saison avancera, plus la glace diminuera et présentera moins de dangers au dégel; tandis qu'un dégel subit pourrait avoir des conséquences fatales.

On écrit de Goriscee, le 21 décembre :

Le bateau de passage de Wolphaardsdyk, chargé d'ustensiles de bois, et sur lequel se trouvaient deux domestiques du batelier un habitant de Goes a sombré aujourd'hui par la violence d'un coup de vent; les trois hommes renversés dans l'eau, se cramponnaient à une planche pour se maintenir à la surface. Le passeur de Goriscee, accouru en toute hâte, parvint à sauver les deux domestiques, mais il ne put atteindre le troisième qui a malheureusement péri dans les flots.

Le même batelier du nom de Jean Schippers avait déjà sauvé auparavant la vie à cinq personnes.

On écrit de Rotterdam, le 24 décembre :

Dans la séance d'hier de notre conseil communal, a été discuté le budget de la ville pour l'exercice de 1845. Des débats longs et animés ont eu lieu, et le budget a été rejeté par 17 voix contre 10. La divergence d'opinions provient, à ce qu'on assure, de ce que la majorité n'a pas voulu adhérer à l'augmentation de certaine charge publique qu'elle envisage comme inutile.

Nous apprenons que M. Baptiste Renaud est chargé de la direction du nouveau manège, situé près de la susdite *Oranje Kazerne*. Les amateurs de l'équitation applaudiront à ce choix, que le talent bien reconnu de M. Loisset justifie à tous les égards.

La régence de cette ville n'a rien épargné pour que ce manège offrit tout ce qui peut être utile et agréable aux personnes qui le fréquenteront, et tout annonce que la Haye aura un manège digne d'une résidence royale et rivalisera avec les établissemens de ce genre [illegible] de l'Europe.

M. Loisset, à ce que l'on nous assure, s'est engagé à entretenir, à l'usage du public, un nombre suffisant de chevaux bien dressés, et d'objets d'équipement convenables, en un mot à faire tous ses efforts pour que le matériel soit en harmonie avec ce bel établissement. On sait que M. Loisset est encore en ce moment directeur du manège à Utrecht, où, nous écrit-on, il s'est acquitté de son emploi à la satisfaction générale.

Le monde artistique nous saura gré de diriger encore une fois son attention sur l'*Exposition permanente de tableaux*, sous la direction de M. Kerckhoff à Amsterdam. Cet établissement a plus d'un titre réel à l'intérêt des peintres; il est le seul qui existe dans tout le pays et nous ne sachions pas que dans les pays voisins, il se trouve quelque entreprise semblable qui offre un débouché *permanent* aux artistes animés du désir de placer facilement leurs œuvres. Il est essentiel de faire observer que la direction ne prélève que 10 p. c. sur les tableaux vendus, et que les artistes qui ne désirent que de voir exposer leurs œuvres peuvent le faire sans aucuns frais. (*Voir le programme de l'Exposition permanente aux Annonces.*)

Société des effets publics.

Amsterdam, 25 décembre.

Les principales transactions qui se sont opérées aujourd'hui, étaient en fonds espagnols, qui ont de nouveau haussé et sont restés demandés à 24¼.

5 p. c. Holl. 99⅞; 4½ p. c. Synd. 99⅛; Ard. 24¼; id. indét. 23¼; id. coup. 27¼; id. 3 p. c. 38⅝; id. diff. à Paris 7⅞ à ⅛; Passive 6⅝ à ½.

Du 26 décembre.

Les fonds hollandais étaient un peu plus offerts.

La hausse a continué en fonds espagnols et d'importans achats se sont de nouveau effectués en ardoins indéterminés.

L'aspect du marché en fonds portugais a également été plus favorable.

Intégr. 2½ p. c. 64⅛, ⅛, ¼; 5 p. c. 99⅞; Certific. 4 p. c. 99⅛, ⅜; Syndic. 4½ p. c. 99⅛; Chem. de fer Holl. 111; id. Rhin 15⅝; Ardoins 25⅜, 24⅛, ½, ⅜; id. indéterm. 23⅜, 24; id. nouv. 23½; id. coup. 27⅜, 28¼; 3 p. c. 38½, ⅝, ⅜; diff. à Paris 7⅛; Passive 6⅝; Portug. 60, 59½; id. intér. à 1 Conto 69; Columb. ex Vénez. 12⅛; Mexic. 34¼.

Une correspondance du *Times* parle d'une violation du territoire sarde par un détachement de gendarmes, douaniers et soldats français, qui, sur un mandat réel ou supposé de certains magistrats français, sont venus arrêter six (suivant d'autres rapports sept) sujets sardes, qu'ils ont emmenés prisonniers à Grenoble, pour y être interrogés au sujet de vols commis dans une forêt aux frontières de France. Le correspondant du journal anglais ajoute que ces individus auraient été traités fort brutalement par les soldats français; que ce fait a causé une profonde sensation à Turin, et enfin que le gouvernement sarde a fait des protestations au cabinet des Tuileries. Ce correspondant prétend qu'en Sardaigne l'affaire était considérée comme très-grave.

Le correspondant parisien du *Times* lui mande qu'il est allé à la recherche de détails sur ce fait, mais que ses démarches sont demeurées sans résultat. Tout ce qu'il a appris, c'est que le correspondant sarde de la feuille anglaise était parfaitement bien informé, et que l'affaire était en voie d'arrangement.

On écrit de Paris à la *Gazette Universelle* d'Augsbourg :

Les députés sont en grande partie arrivés ici depuis huit jours; ils assiégent les différens bureaux des ministères pour obtenir la réalisation des promesses faites à leurs commettans.

Le discours d'ouverture a été discuté à différentes reprises sans qu'on ait pu parvenir à s'entendre; une altercation assez vive a eu lieu entre M. Guizot et le maréchal Soult au sujet du paragraphe concernant le voyage du roi à Windsor, auquel on voulait, suivant l'opinion du maréchal, donner une trop grande importance.

D'un autre côté, la candidature pour la présidence de la chambre des députés donne également lieu à des scissions. Les amis de M. Sauzet ont demandé à M. Guizot si le cabinet avait pris des engagemens au sujet de la présidence. La réponse de M. Guizot a été négative; mais on sait que la cour préférerait voir M. Dupin occuper le fauteuil, et le *Journal des Débats* s'est déclaré ouvertement pour lui.

Au ministère des finances, on s'occupe sans relâche du plan de conversion de la rente 5 p. c.; il est toutefois fort douteux que M. Laplagne veuille conserver son portefeuille, car ce n'est qu'à la prière réitérée du roi qu'il a consenti à rester jusqu'à présent à la tête de son département.

Le baron Defaudis a apporté de Bruxelles des nouvelles favorables à un rapprochement entre les deux cabinets, et il est fort probable qu'un traité de commerce sera bientôt conclu entre la France et la Belgique.

Un journal anglais avait parlé d'une lutte d'influence à Constantinople entre les représentans de la France et de l'Angleterre. Le *Journal des Débats* s'empresse de faire à ce sujet la déclaration suivante :

« La France, comme l'Angleterre, l'Angleterre comme la France, veulent à Constantinople le triomphe des principes modérés qui seuls peuvent assurer l'existence de l'empire ottoman, et nos deux ambassadeurs y ont toujours travaillé avec une entente fondée sur l'estime réciproque de leurs caractères comme sur la connaissance parfaite des intentions de leurs gouvernemens. »

Feuilleton du Journal de La Haye. — 28 Déc. 1844.

LA GUERRE DU NIZAM. (1)

XIX.

Le tuteur Tower.

(*Suite.*)

Octavie poussa un cri sourd, se leva vivement, joignit ses mains et regarda la lettre par-dessus l'épaule d'Amalia.

Amalia, suffoquée par des larmes que sa fierté retenait violemment captives, céda la lettre à Octavie.

La jeune femme relut attentivement le dernier paragraphe, et dit d'une voix étouffée : — La lettre se termine là... il n'y a plus que quelques lignes insignifiantes... des formules ordinaires... Eh bien! ma chère Amalia... voyons... essaie de parler.. comme je parle moi.. avec sang-froid.. avec calme.. Que dis-tu?... mon ange... c'est accablant... n'est-ce pas?...

Amalia secoua mélancoliquement la tête à chaque mot d'Octavie; mais ses yeux attestaient qu'une joie intérieure, une joie d'extase dominait toutes les autres émotions.

Octavie raffermissait sa paupière avec sa main et relisait la lettre :

En ce moment les clairons indiens sonnaient sous les balcons de l'hôtellerie, et les soldats cipayes criaient : hourra! pour le colonel Douglas!

Les deux femmes se précipitèrent vers le balcon, et assistèrent à un spectacle qui donnait à la lettre du colonel la plus éclatante confirmation.

Les prisonniers du combat de Doumar-Leyna traversaient en ce moment la grande rue du village, escortés par les soldats indiens. Vainqueurs et vaincus, ils étaient horribles à voir; l'histoire de la nuit dernière était écrite sur leurs chairs nues avec des ongles de fer. Leurs visages avaient perdu toute ligne humaine sous un masque de poussière et de sang durci au soleil, et leurs pieds laissaient en passant un stigmate rouge sur chaque pavé.

Après ce défilé, les acclamations redoublèrent avec une véritable furie indienne, vers l'autre extrémité de la rue : le peuple et les soldats saluaient trois cavaliers superbes qui ne se montrèrent qu'un instant, car les chevaux fendaient l'air, mais cet instant avait suffi pour les faire reconnaître, même sous la pluie de fleurs qui descendit de tous les kiosques voisins, et les voila comme un nuage éblouissant.

Devant l'hôtellerie, une autre foule suivait un homme qui affichait, de distance en distance, des placards écrits en deux langues et conçus de cette façon :

« La noblesse et le peuple sont prévenus qu'une grande fête aura lieu demain à Roudjah, pour célébrer la victoire que le colonel Douglas Stafford a remportée la nuit dernière, à Doumar-Leyna.

» Le colonel Douglas Stafford savait qu'une petite armée de Taugs se recrutait pour recommencer une malheureuse guerre, depuis longtemps éteinte, et qui ne doit plus alarmer les populations industrielles et agricoles du Bengale.

» Des troupes ont été dirigées sur le point occupé par les barbares. Elles ont anéanti les derniers des Taugs; ceux qui survivent sont prisonniers : de ce nombre est le dernier chef, le vieux Sing. »

Le colonel Douglas savait très-bien qu'il lui était impossible de garder secrètes ses opérations militaires, surtout après l'affaire de la dernière nuit, et il se hâtait de les publier, pour prendre l'éclatante initiative de l'indiscrétion, bien persuadé d'ailleurs, comme tout le faisait croire, que le combat de Doumar-Leyna était à jamais décisif dans son retentissement, et que son effet moral devait encore avoir des conséquences salutaires dans les districts voisins ou éloignés.

Agitée par la double fièvre des veilles et des émotions, Octavie fixa ses réflexions sur une seule pensée, et celle-là domina tout dans son esprit et lui fit tout oublier ce qui n'était pas elle. Mon Dieu! — avait-elle dit en voyant de toutes parts éclater l'innocence de sir Edward, — avec quelle horrible et injuste cruauté j'ai traité cet homme qui avait joué sa vie pour me sauver, une nuit, dans les bois.

Octavie, semblable à la femme folle, qui répète avec acharnement la même phrase, ne trouvait plus sur ses lèvres d'autres mots pour exprimer d'autres idées; elle redisait cette exclamation sur tous les tons, entre des larmes et des sourires, en l'adressant quelquefois, sous une forme interrogative, à sa jeune amie Amalia, qui, absorbée dans un égoïsme d'exaltation bien naturelle, ne répondait qu'en interrogeant à son tour.

La rentrée de M. Tower ramena forcément un peu de symétrie apparente dans cet intérieur domestique.

— Mesdames, — dit le tuteur en tutelle, en prenant une pose de bel homme admiré, — mes chères dames, le land-lord m'a donné l'adresse de M. Francis Green, courtier de nolisement. Il a dans son registre tous les noms des navires actuellement sous charge sur les deux côtes. J'ai compulsé avec attention ce registre qui, du reste, est fort bien tenu. Les navires sont classés par séries, et ils sont dessinés, à *l'aqua-tinta* sur une page in-folio, avec les détails de leur contenance, de leur emménagement, *et cætera*, *et cætera*. C'est un beau, curieux et utile travail...

— Quel homme d'à-propos! — dit Octavie en prenant un maintien de résignation mélancolique.

— Plaît-il madame? demanda Tower d'un air hébété.

— Continuez, continuez, monsieur Tower — dit Octavie en croisant les bras.

Or, voici ce que j'ai découvert fort heureusement, car notez bien que j'étais sur le point de le laisser passer inaperçu, parce que j'étais à la dernière feuille, après plusieurs pages blanches, ce qui pouvait m'induire en erreur : dans six jours, l'*Indus*, capitaine de Godefroide, met à la voile de Bombay pour Marseille, qui est un port de France, comme vous savez. Il y a demain un convoi de Roudjah à Bombay; ainsi, on peut aisément profiter du convoi et du navire. Vous ne sauriez dire, mes chères dames, — ajouta Tower en essuyant la sueur de son front — toutes les peines que j'ai prises pour découvrir tout cela. Cette chaleur est accablante : tout le monde dort; il faut frapper à vingts portes pour trouver un commis; j'ai sué sang et eau avant de rencontrer M. Francis Green; il s'est mis très-officieusement à ma disposition. C'est un assez bel homme au premier abord, mais on s'aperçoit ensuite qu'il est vulgaire. J'ai causé quelque temps avec sa femme, Mme Green, une petite créole vive et qui m'a l'air bien dégourdie. Elle s'est mise en coquetterie avec moi, au premier mot; mais je connais les femmes, et je me suis montré d'une froideur glaciale et polie, ce qui a un peu déconcerté mon petit lutin. Bref, mes chères dames, on peut partir. Le convoi est prêt, le vaisseau attend. On ne m'a pas conseillé d'aventurer une jeune femme sur tels et tels navires qui sont inhabitables pour la décence de votre sexe. L'*Indus* est convenablement équipé. On y est comme chez soi. M. Francis Green m'a dit, prenez l'*Indus*, et vous serez content; nous prendrons l'*Indus*.

— Vous avez fini votre discours? — dit Amalia en agitant avec nonchalance son éventail sur son sein.

— Oui, mademoiselle.

— Eh bien! monsieur Tower, nous ne prendrons pas l'*Indus*!

— Bah!

— Nous ne partons point.

— Vous ne partez pas?

— Nous restons, monsieur Tower.

— Madame la comtesse, et vous mademoiselle!

— Moi : je reste; c'est décidé, Octavie, va vous répondre.

— Je répondrai ce soir, — dit Octavie, abîmée dans ses réflexions.

— Et que dira M. Francis Green! demanda Tower d'un air stupide.

— Il dira ce qu'il voudra, — répondit Amalia — cela m'est bien égal!

— Excusez-moi, mademoiselle, — dit Tower, d'un ton pénétré; — je vous aurai peut-être blessée en vous parlant de Mme Green?

— Monsieur Tower, je me soucie fort peu de vos galanteries avec Mme Green et autres créoles du pays indien.

— Vraiment, mademoiselle, je ne me consolerais jamais, si...

— Eh bien! consolez vous, — dit Amalia, d'une voix pleine de charme, et qui fit tressaillir de bonheur M. Tower; — oui, j'ai eu un instant de mauvaise humeur quand vous avez parlé de Mme Green; mais je vois votre repentir, et je vous pardonne.

Tower prit la main de la jeune demoiselle, et la baisa tendrement; puis, se redressant avec une fierté de conquérant heureux :

— Mademoiselle, dit-il, je ne conçois pas vraiment la faute que j'ai commise, moi qui connais les femmes!

— Ah! cela est vrai, monsieur Tower, vous connaissez les femmes comme le serpent du Paradis terrestre les connaissait, dit Octavie en reprenant un visage serein.

— Mais je me flatte...

— Ne vous flattez pas, monsieur Tower, dit Octavie; laissez-vous flatter par les autres.

— M. Tower prit un air modeste, et chassa légèrement du bout de deux

(1) Voir le *Journal de La Haye* d'hier.

Election du président aux Etats-Unis.

Nous empruntons l'article suivant à la *Revue des Deux Mondes*. (1)

On connaît maintenant, ou du moins on peut prédire avec assurance, le résultat de la grande lutte électorale qui vient d'agiter les Etats-Unis. Tous les états n'ont point encore terminé l'élection des délégués ; il en est même un, la Caroline du nord, où cette élection n'aura lieu que le 1er décembre ; et pourtant la question peut être maintenant regardée comme résolue. La majorité absolue est en effet de 138 suffrages ; les états qui se sont prononcés en faveur de M. Polk lui assurent déjà 135 votes, et parmi les états dont on attend encore la décision, il en est plus d'un où les démocrates, de l'aveu même de leurs adversaires, auront la majorité. Les journaux *whigs* n'hésitent point à reconnaître la défaite de leur parti, et M. Polk doit être considéré comme le futur président des Etats-Unis. La presse anglaise s'étonne beaucoup de ce résultat, qui était en effet fort imprévu : il n'est point cependant impossible de l'expliquer.

On se rappelle peut-être comment le président actuel, M. Tyler, fut conduit à soulever, dans l'intérêt de sa réélection, la question de l'annexion du Texas. Il se proposait de jeter la discorde entre les hommes les plus éminens du parti démocratique, tandis que lui-même rallierait autour de cette question tous les états du sud sans distinction de partis, et ceux des états du nord qui sont démocrates et votent habituellement avec le sud. Il serait arrivé ainsi à former une majorité qui aurait eu l'annexion pour programme et aurait porté à la présidence le promoteur de cette mesure, M. Tyler lui-même. Cette intrigue fut déjouée par la prépondérance que le parti *whig* conservait, dans le sénat, Il fallait que le traité conclu par M. Tyler obtînt dans le sénat les deux tiers des voix, 35 sur 52: c'est-à-dire qu'on réunît les 26 voix des états du sud, et qu'on trouvât un appoint de 9 voix parmi les sénateurs démocrates du nord. Ce fut précisément la majorité que le traité trouva contre lui. Sur 29 sénateurs *whigs*, 28 le rejetèrent, et rallièrent à eux 7 sénateurs démocrates. Avec le rejet du traité s'évanouirent les espérances de M. Tyler. Un des chefs du parti démocratique dans le sénat, le colonel Benton, s'était montré l'un des plus ardens adversaires du traité ; il voulut détourner à son profit l'échec essuyé par M. Tyler. Le colonel Benton, qui représente le Missouri au sénat depuis l'admission de cet état dans l'Union, est l'homme le plus influent de l'ouest. Hardi, persévérant, plein de ressources, orateur habile, pamphlétaire passionné et plein de puissance, il fut l'ame de la croisade du général Jackson contre la banque des Etats-Unis, et il s'est mis de moitié dans toutes les entreprises de celui-ci contre les droits du Mexique. Depuis longtemps il se regardait comme appelé à recueillir la succession de M. Van Buren, et il avait fait de l'annexion le point d'appui de sa candidature éventuelle à la présidence. Il lui sembla que M. Tyler, en soulevant cette question, lui ravissait son bien ; et il n'eut de repos que le traité ne fût rejeté. Il voulut alors reprendre la question pour son propre compte, en faisant disparaître le principal grief du nord, la rupture de l'équilibre entre les états libres et les états à esclaves. M. Clay, obligé par position de combattre l'annexion dans les circonstances actuelles, quoiqu'il en admît le principe, avait suggéré un expédient : c'était de faire pour le Texas ce qui avait été fait en 1822 pour la Louisiane et le Missouri, d'établir un égal partage entre le travail libre et le travail esclave. M. Benton s'empara de cette idée, en fit la base d'une motion. Le sénat devait consacrer le principe de l'annexion, et la différer jusqu'à ce qu'on obtînt le consentement du Mexique ; pour rendre ce consentement plus facile à obtenir, M. Benton resserrait considérablement les limites du Texas. Ce pays devait être divisé en deux zones parallèles, et en quatre états ; deux au nord et libres, deux au sud où l'esclavage aurait été permis. On aurait admis immédiatement, comme état à esclaves, la portion actuellement habitée des trois autres états à mesure qu'ils auraient atteint la population légale. Ce projet fut également rejeté, mais à une majorité plus faible que le traité de M. Tyler, et nous avons cru devoir en faire mention, parce que, si l'annexion se réalise un jour, ce sera, sans aucun doute, de cette façon.

M. Tyler, quoique trompé dans ses espérances, n'en avait pas moins atteint son but principal : il avait mis hors de combat les chefs du parti démocratique ; il les avait contraints de s'expliquer sur la question de l'annexion et de se compromettre vis-à-vis de leurs partisans. M. Van Buren, obligé de choisir entre ses amis du nord et du sud, s'était prononcé contre l'annexion et avait ruiné ses chances dans le sud et l'ouest. Ce fut pour le général Cass une raison de se prononcer hautement en faveur de l'annexion ; mais le nord vit avec jalousie un homme du sud chercher à recueillir l'héritage de son candidat favori, et montra beaucoup de répugnance pour lui. De ces haines réciproques il résulta que à la convention préparatoire de Baltimore, aucun des deux chefs du parti ne fut élu ; M. Cass et M. van Buren s'exclurent l'un l'autre, et un homme inconnu jusqu'alors, un adversaire du tarif, M. Polk, fut le candidat préféré par le grand défilé des états démocrates du nord. Les démocrates restèrent donc groupés en trois factions autour de M. Polk, de M. Tyler et de M. van Buren. Les *whigs*, à la vue de cette désunion de leurs adversaires, ne dissimulèrent pas leur joie et se crurent assurés de leur triomphe ; mais le danger avertit les démocrates de serrer leurs rangs. Ce parti s'est toujours montré bien plus discipliné et plus guerrier que le parti *whig*, il a été formé à la tactique parlementaire sous le général Jackson par M. van Buren, le politique le plus froid, le plus habile, le plus fécond en ressources des Etats-Unis, le diplomate pour les talens duquel M. de Talleyrand a témoigné le plus de sympathie. Les démocrates virent bien qu'en restant désunis, ils n'avaient à attendre qu'une défaite inévitable, et tous ceux qui n'avaient pas d'engagemens personnels se groupèrent autour de M. Polk. M. Van Buren, avec une promptitude qui lui fait honneur, sacrifia aussitôt ses espérances et son ressentiment ; il rendit public son désistement, et engagea ses amis à reporter leurs suffrages sur M. Polk ; il fit usage de son influence, qui est grande à New-York et dans la Pensylvanie, pour rallier à M. Polk ces deux états, qui se montraient fort alarmés des doctrines du nouveau candidat sur le tarif, et la protection due à l'industrie nationale.

Restait encore M. Tyler. Celui-ci, que la candidature de M. Polk avait singulièrement déconcerté, fit des efforts désespérés pour assurer sa réélection. Comme aux Etats-Unis aussi bien qu'en Europe, le choix des fonctionnaires publics est un puissant moyen d'influence, M. Tyler bouleversa tout le personnel de l'administration ; il n'est si petit employé qui ne fût changé. Il essaya aussi de raviver la question du Texas par un nouveau message, par la publication imposante de documens officiels à ce sujet, et ce portant devant les représentans le traité rejeté par le sénat ; mais la seconde chambre le fit déposer sur la table, ce qui équivaut à un ajournement indéfini, et le congrès se sépara sans qu'il en eût été question. M. Tyler songea alors à convoquer le congrès en session extraordinaire pour traiter de nouveau de l'annexion ; toutefois il recula devant cette mesure. Son principal appui, M. Calhoun, ne tarda pas à lui manquer ; celui-ci avait activement secondé M. Tyler, tant qu'il s'était agi uniquement de ruiner les espérances de M. Van Buren, contre qui il avait des représailles à exercer ; maintenant que, par la chute de son ennemi, son ressentiment était satisfait, M. Calhoun songeait bien plus aux intérêts généraux du parti démocratique qu'à ceux de M. Tyler ; il voyait très bien que si le parti démocratique pouvait espérer de se sauver, c'était avec M. Polk bien plus qu'avec M. Tyler. Connaissant M. Polk comme un homme honorable, mais médiocre, il n'ignorait pas que son influence, son expérience des affaires et ses talens, seraient nécessaires à celui-ci aussi bien qu'au président actuel. M. Calhoun, en soutenant obstinément M. Tyler, aurait donc ruiné et son parti et sa propre position : il n'était point homme à commettre pareille faute. Les autres chefs de l'administration ne dissimulèrent pas moins leurs sympathies pour M. Polk ; et M. Tyler, abandonné même de ses subordonnés, vit ses chances [illegible] prit alors son parti, et, par un manifeste, rendit public son désistement. Ce document est trop long et trop insignifiant pour que nous en donnions même une analyse. M. Tyler cherche surtout à se justifier du reproche qui lui a été souvent fait d'avoir abandonné le parti [illegible] avoir été porté au pouvoir par lui. Il proteste que dans le projet d'annexion, il n'a eu en vue que le bien du pays, et se répand en plaintes amères contre les *whigs* et M. Clay. Après la retraite de M. Tyler, rien ne s'opposait plus à ce que l'union se rétablît entre toutes les fractions de démocrates, et M. Polk devint le candidat avoué du parti.

Pendant que les démocrates, à l'approche du danger, serraient leurs rangs, se concentraient toutes leurs forces, les *whigs*, enivrés de l'espoir du triomphe, se désorganisaient. Chacun compromettait, comme à plaisir, leurs chances de succès. M. Clay, qui avait cherché autrefois à acquérir le Texas pour les Etats-Unis, n'était pas et ne pouvait pas être un adversaire résolu de l'annexion : il avait donc grand soin d'en admettre le principe, d'indiquer même le moyen de l'accomplir, mais tout en y mettant assez de conditions pour rassurer les ennemis les plus acharnés de cette mesure. De cette façon il n'engageait en rien l'avenir, et il se conciliait tous les esprits irrésolus, ennemis des mesures trop décisives, mais [illegible] des *whigs* trouva M. Clay trop timide, et demanda la condamnation pure et simple du principe de l'annexion. On revint même sur le tapis les anciennes idées du parti et les plus impopulaires, jusqu'à celle d'une banque nationale. On fit bref, un mot, pour irriter des adversaires puissans et habiles, se détacher de soi tous les indifférens, tous les gens timides ou indécis. L'un des chefs des *whigs* était destiné à leur faire le plus grand tort : c'était M. Webster, dont [illegible] le plus brillant du parti, homme d'état habile, mais que des affaires dérangées, des dettes pressantes, ont entraîné à des actes peu honorables. Lorsque M. Tyler, arrivé au pouvoir, fit brusquement volte-face, et passa des *whigs* aux démocrates, M. Webster, à qui des besoins pécuniaires rendaient indispensable sa position de secrétaire d'état, resta aux affaires, tandis que ses amis les quittaient ; et s'il abandonna plus tard son poste, ce fut pour ne point perdre entièrement l'influence qu'il exerçait encore dans le parti *whig*, il n'y trouva pas le même accueil qu'autrefois ; et soit rancune contre M. Clay, soit désir qu'on n'eût point pensé à lui pour la présidence ou la vice-présidence, il semble n'avoir pris aucune part à la campagne électorale pour son propre compte. Etant la fraction la plus exaltée des *whigs*, il se montra opposé à toute concession, exagérant, comme à plaisir, les doctrines de parti, attaquant avec passion l'annexion du Texas, et évitant surtout de prononcer même le nom de M. Clay. Ce n'est qu'au dernier moment, lorsque déjà le coup était porté, et la cause entièrement compromise, qu'il se décida à faire une seule fois [illegible] assez froids, l'éloge de M. Clay, et à le recommander aux suffrages des *whigs*.

La défection de M. Webster n'était pas la seule que devaient éprouver les *whigs*. Depuis longtemps le parti abolitioniste était en proie à des tiraillemens intérieurs qui ont [illegible] année à une scission complète. La fraction la plus considérable des abolitionistes, sur les traces de Garrison, n'a point hésité à déclarer immorale et anti-chrétienne la constitution des Etats-Unis, comme autorisant l'esclavage, elle a refusé de lui prêter serment et a renoncé à tous les droits qu'elle tient d'elle, excepté au droit de pétition qui est un droit naturel. En conséquence, elle a résolu de s'abstenir dans les élections. L'autre fraction des abolitionistes, qui s'intitule parti de la *liberté*, tout en restant dans la constitution et en voulant obtenir l'abolition par les voies légales, s'est prononcée contre le candidat *whig* et le candidat démocrate parce qu'ils sont possesseurs d'esclaves, et a résolu de porter des candidats exclusivement abolitionistes. Les *whigs*, qui ont constamment protégé l'*Anti-Slavery Society*, et à qui elle doit ce qu'elle a acquis de pouvoir et d'influence, se sont irrités de cette position neutre

(1) Bien que cet article ait perdu le mérite de l'à propos, puisqu'à présent le résultat de l'élection est connu, l'intérêt qu'il offre nous a cependant engagés à le communiquer à nos lecteurs. (*Note de la Réd. du* J. de La Haye.)

---

doigts quelques grains de poussière qui n'existaient pas sur la manche gauche de son habit noir.

— Ce que j'aime dans M. Tower, dit Amalia en minaudant devant lui — c'est qu'il est bon et complaisant.

— Mademoiselle, un gentleman véritable doit être l'esclave des jolies femmes.

— Est-il vrai, monsieur Tower, que vous avez toute sorte de pouvoir sur moi, par ordonnance du ministre? dit Amalia.

— Mais, entendons-nous, entendons-nous — dit Tower, en travaillant péniblement un éclat de rire facétieux — toute sorte de pouvoirs! le mot est fort... j'ai un pouvoir de tuteur...

— Enfin — dit Amalia en passant le bout de son éventail sous le menton de Tower — si je voulais vous épouser, vous, me donneriez-vous votre consentement? Avez-vous le pouvoir de vous le donner?

— Charmante! charmante? — dit Tower en renouvelant l'éclat de rire cité plus haut, — quel aimable caractère! Tout à l'heure, je vous ai quittée plongée dans la mélancolie, et je vous retrouve dans votre plus adorable gaîté, mademoiselle Amalia.

— En votre absence, monsieur Tower, j'ai fait des réflexions... Mais vous n'avez pas répondu à ma demande, monsieur Tower.

— Que s'est-il donc passé en mon absence? demande Tower d'un ton visant à la malignité; je parie que l'on s'est beaucoup entretenu de moi.

— Nous n'avons fait que cela, monsieur Tower.

— Oh! je connais les femmes!

— On le sait que vous connaissez les femmes, dit Octavie; mais répondez donc à la question d'Amalia.

— La question de mademoiselle, dit Tower en aiguisant son regard, est assez embarrassante... Oui, j'ai pleins pouvoirs de tuteur de la Chancellerie... Mais, je ne sais trop jusqu'à quel point un tuteur... parce que, voyez-vous, un tuteur peut encourir le reproche d'avoir abusé de sa position pour séduire le cœur d'une pupille, et le cas est grave; on a une responsabilité. Certes, à tout prendre, nous sommes ici au Bengale, hors du droit commun. On pourrait aussi, avec une enjambée de ruisseau, passer sur le territoire hollandais, dans une île de la Sonde, et alors, les tuteurs et les pupilles ne rendent plus compte qu'à Dieu de leurs actions. — Nouvel éclat de rire de M. Tower. — Il y a des expédiens pour tout; on peut toujours tout arranger avec de l'adresse et un vaisseau... Ensuite, où est le tort? quel dommage y a-t-il pour le prochain? Une pupille n'est-elle pas pour son tuteur... Une supposition... Les tuteurs sont des hommes comme les autres, n'est-ce pas? On s'épouse par libre consentement mutuel. Personne n'a rien à dire à cela.

— C'est incontestable! dit Octavie.

— C'est parfaitement raisonné, dit Amalia.

M. Tower prit un air solennel pour se mettre à la hauteur de cette grande situation.

— Ainsi, poursuivit Amalia, il est bien convenu que nous pourrions nous marier, vous et moi, monsieur Tower; si cela vous plaisait?

M. Tower élargit ses mains énormes en étendant ses bras, et inclinant la tête.

— A plus forte raison, continua la jeune demoiselle, vous pouvez donner votre consentement à un autre homme qui me demanderait en mariage et que j'accepterais pour époux?

— A plus forte raison, dit Tower, trop sûr de son triomphe pour regarder la demande d'Amalia comme un piége.

— Eh bien! dit Amalia, voici une lettre du colonel Douglas que je vous prie de lire avec attention.

Tower lut la lettre, et quand il fut arrivé au paragraphe essentiel, il se redressa fièrement et lança un regard sévère à sa pupille.

— Vous avez compris, monsieur Tower? dit Amalia d'un ton léger.

— Comment! dit Tower, ce petit Elona vous demande en mariage? Quelle insolence!

— C'est ce que j'ai dit comme vous, monsieur Tower. Eh bien! après réflexion faite, j'accepte sa proposition.

— Mais c'est un enfant! un enfant véritable! mademoiselle.

— Oui, il a le malheur d'avoir vingt-cinq ans. C'est un grand défaut; mais lorsqu'une demoiselle est trop difficile, elle ne se marie jamais.

— Je tombe de surprise, mademoiselle?

— Relevez-vous, monsieur Tower, — dit Octavie, et dites comme moi à Amalia, épouser le comte Elona Brodzinski, c'est la volonté de Dieu.

— Les voici, s'écria Amalia, en battant des mains.

Les acclamations des soldats indiens et le galop des chevaux retentirent subitement sous les fenêtres de l'hôtellerie. M. Tower, l'œil fixé sur le plancher, avait croisé ses mains et il les faisait glisser du menton sur la poitrine, en pantomime de détresse. La porte s'ouvrit, et le colonel, Edward et Elona entrèrent dans la salle, après avoir été annoncés par le landlord.

Octavie se laissa dominer par une idée généreuse, qui semblait s'écarter un peu des convenances, elle s'avança vers sir Edward, et lui tendit la main, avec une expression de regard qui demandait l'oubli des scènes précédentes. Edward n'eut pas l'air de comprendre; il feignit d'accepter cette démonstration comme une politesse envers le grand dame en voyage, et il engagea légèrement l'entretien, comme si l'heure présente n'avait eu aucun antécédent fâcheux.

— Nous avons obéi à notre colonel, — dit-il, le comte Elona et moi, nous voulions renvoyer notre visite à demain. Le colonel Douglas a parlé en maître; il a fallu le suivre. Nous venons engager nos danseuses pour le bal.

— Nous acceptons nos cavaliers, — dit Octavie avec son plus doux sourire, les beaux moments, — à condition qu'ils nous conteront l'histoire complète de ces dernières heures.

— Qui sont des nuits, — dit Edward en prenant le siége qu'Amalia lui présentait.

— Mesdames, — dit Douglas, qui venait de placer les mains du jeune comte dans les mains d'Amalia, — vous excuserez des soldats, un jour de victoire. Nous n'avons que quelques instans à vous consacrer aujourd'hui. Il y a beaucoup d'affaires à régler avant la nuit, beaucoup de dépêches à écrire, beaucoup de soldats à récompenser. Cependant je vais vous faire en abrégé, bien attendant mieux, l'histoire demandée. Nos deux amis s'acquitteraient mal du récit; ils s'oublieraient par discrétion. Moi, je serai court et je n'oublierai personne, pas même mes amis.

Alors Douglas raconta aux deux dames tout ce qu'elles ignoraient et ce que nous savons déjà.

— Monsieur Tower — dit Douglas, en finissant — je vous ai rencontré ici avec plaisir, Mlle Amalia vous a sans doute communiqué ma lettre, et vous avez sans doute déjà accordé ce que l'on vous demande par politesse, par déférence, comprenez-vous, monsieur Tower?

— Oh! monsieur Tower connaît ses devoirs autant que ses intérêts véritables — dit Octavie, en se levant, avec un sourire provocateur de coquetterie délicieuse, et serrant la main du tuteur — je réponds de lui, il signera le premier au contrat.

M. Tower, subjugué par la grâce de la jeune comtesse et par l'éclat velouté de deux yeux divins qui semblaient en extase devant lui, dit avec une émotion comique :

— Je ne fais et ne puis faire aucune opposition au mariage de ma pupille; je signerai au contrat des deux mains.

— Une suffit, dit Octavie, je garde l'autre pour moi.

Tower se redressa plus beau que jamais.

— A demain, donc, au bal, mes belles dames, dit Douglas en se levant; excusez-nous, encore une fois, en faveur de la circonstance. Nous terminerons tout demain, n'est-ce pas, comtesse Octavie?

— Tout, dit Octavie, et même davantage.

Et elle tendit la main à sir Edward.

— A propos — ajouta-t-elle — donnez-moi des nouvelles de mon guide Nizam, sir Edward.

— Madame, Nizam sera bien sensible à votre souvenir. Votre gracieuse parole nous le rendra demain complétement guéri.

— Nizam est malade, sir Edward?

— Ce matin, mesdames, au vallon des Taugs, son front a effleuré une balle; mais Nizam a un front de métal, c'est la balle qui a été blessée, aussi cela ne l'empêche point de travailler dans son atelier à un magnifique ouvrage, qu'il vous destine comme cadeau.

— A moi, sir Edward, Nizam me destine un cadeau?

— Oui, madame! — dit Edward en souriant avec malice. — Nizam vous destine un charmant tapis de boudoir avec cette devise, empruntée à l'oracle de la sibylle homérique de Smyrne : *Souvenir d'une action grande ou vulgaire, mais inventée pour me plaire, et accomplie pour moi.*

— Ah! je connais cette devise, sir Edward — dit Octavie avec une émotion mal dissimulée par un léger éclat de rire — mais cela ne m'explique pas le cadeau.

— Le cadeau est bien simple; c'est une superbe peau de tigre, avec des griffes dorées, et une émeraude de la grosseur d'une balle au milieu du front. Acceptez-vous le cadeau? — ajouta Edward d'une voix pleine de tendresse — l'accepterez-vous? c'est une galanterie du pays.

— Oui, sir Edward, je l'accepte.

— Et mon étoile?

— Sir Edward, votre étoile aura tort.

On échangea encore entre tous, quelques paroles insignifiantes, et Douglas et ses deux amis prirent congé des deux dames, après avoir réglé vivement sur tous les tons : A demain!

M. Tower, au comble du bonheur, arrondit gauchement son bras droit, et l'offrit, en inclinant la tête, à la jeune et belle Octavie, pour la conduire à son appartement.

(*La suite à demain.*)

par les abolitionistes; et, sans songer au mal qu'une pareille séparation pouvait leur faire, ils ont attaqué les chefs abolitionistes avec passion. Ils auraient dû au contraire abandonner dans tous les états de la Nouvelle-Angleterre leurs propres candidatures locales pour soutenir celles des abolitionistes, à la condition que ceux-ci porteraient à la présidence le candidat whig; mais ils ne voulurent point de transaction. Les abolitionistes mirent alors en avant leur propre candidat, M. Birney, contre lequel la presse *whig* s'est déchaînée. Elle n'a pas tardé à s'en repentir. Aux élections de 1840, le Maine, l'un des principaux états démocratiques, avait été conquis par les *whigs* à une forte majorité. Ce triomphe inattendu, en dénonçant les démocrates, avait contribué à la défaite de ceux-ci dans le New-York et la Pensylvanie. Cette année, les abolitionistes ayant fait diversion, les *whigs* ont perdu la majorité dans le Maine, et ce premier échec a été pour eux le signal de plusieurs autres.

Les démocrates tenaient dans le même temps une conduite bien différente. Malgré les préjugés nationaux et religieux, ils ne reculaient point devant une étroite alliance avec le clergé catholique. On sait qu'il suffit d'un très-court séjour aux Etats-Unis pour y acquérir les droits de citoyen: les étrangers affluent presque tous dans les grandes villes, notamment à New-York et à Philadelphie; ces étrangers sont des Allemands, des Français, surtout des Irlandais, par conséquent presque tous catholiques. Le clergé catholique, dirigé par un homme habile et remuant, l'évêque Hughes de Philadelphie, les a disciplinés et organisés; grâce à leur nombre, ils exercent depuis quelques années une assez grande influence dans les élections locales, et disposent dans leur intérêt de la plupart des petits emplois municipaux. De là une jalousie très-vive des anciens habitans contre les étrangers: ils se sont organisés en *parti des natifs Américains* et ont trouvé sympathie parmi les *whigs*. Les démocrates n'ont point hésité alors à rechercher l'appui des étrangers, et à abandonner en leur faveur leurs candidatures locales pour avoir leurs voix dans l'élection présidentielle. C'est là le fait capital qui a déterminé leur triomphe. En effet, ce sont les états de Pensylvanie et de New-York qui ont fait pencher la balance de leur côté; les démocrates n'ont eu dans la Pensylvanie que 6,000 et dans le New-York que 6,000 voix de majorité, et ce nombre est de beaucoup inférieur à celui des voix qu'ils ont dues aux étrangers. Si même les abolitionistes, dont on évalue le nombre de 10 à 12,000 dans le New-York, avaient voté comme précédemment, la victoire se serait déclarée pour les *whigs*. Ceux-ci accusent du reste leurs adversaires, qui occupaient les charges municipales, d'avoir dans ces derniers mois délivré illégalement un nombre considérable de brevets de naturalisation en vue de l'élection prochaine, et d'avoir fait voter à New-York un grand nombre de Canadiens venus par le chemin de fer et repartis le lendemain; mais ce n'est point en Europe qu'on peut juger de l'exactitude de ces plaintes.

A ces causes purement locales de la défaite de M. Clay, il en faut ajouter d'autres qui ont agi sur toute l'étendue de l'Union; et avant tout, sa grande réputation et ses talens. Cela peut paraître singulier au premier abord, mais n'étonnera point tous ceux qui savent, par l'expérience ou l'histoire, que l'envie est la plaie des démocraties, et que de trop grands talens, de trop grands services offusquent ce maître capricieux et ingrat qu'on appelle le peuple. Nous avons entendu plus d'une fois des Américains très-distingués dire comme une chose toute naturelle: M. Clay ne réussira pas parce qu'il est trop connu (*because he is too much known*). Certes, personne plus que M. Clay n'avait contre lui ce double grief du talent et des services rendus. Il a forcé à l'admiration et à l'éloge jusqu'aux journaux de ses adversaires, qui tous conviennent que jamais chef de parti n'a été soutenu avec tant d'enthousiasme par ses partisans et ne l'avait mieux mérité. Le plus grand service peut-être que M. Clay ait rendu à son pays a tourné contre lui. Lorsque M. Van Buren fut renversé en 1840, le trésor était en déficit périodique, l'Union chargée de dettes; la plupart des états avaient renié les leurs; le crédit public était ruiné, la circulation arrêtée, tous les travaux, tout le commerce suspendus. La nation tout entière se jeta dans les bras des *whigs*, et sans la mort du général Harrison ils auraient pu réaliser en une année tout leur programme de réformes. M. Clay eut la gloire de faire adopter malgré la nouvelle administration le bill sur le revenu des terres publiques et le tarif protecteur. Ces deux mesures ont eu pour effet de combler le déficit, d'acquitter immédiatement la dette publique, de ranimer l'industrie nationale et de la tirer d'une crise dangereuse. Aujourd'hui tout prospère aux États-Unis, et le trésor compte plus de 50 millions d'excédant de recettes: mais, maintenant que la circulation est rétablie et le crédit ranimé, on ne sent plus aussi vivement qu'auparavant la nécessité d'une banque nationale, et M. Clay, en se faisant par complaisance pour ses amis le défenseur d'une semblable institution, a éloigné de lui tous ceux qui la regardent comme dangereuse à la liberté. En outre, les adversaires du tarif se sont fait une arme de ce grand excédant de recettes, ils demandent à quoi sert de charger de taxes si lourdes la consommation, et s'il n'eût pas mieux valu les alléger: l'idée toute populaire du dégrèvement a été habilement exploitée par les ennemis de M. Clay. C'est ainsi que l'abondance qu'il a ramenée dans le trésor national est devenue une arme dirigée contre lui. Sa défaite, du reste, équivaut à un triomphe, car sur 3 millions de votans, c'est à peine s'il aura 15 à 20,000 suffrages de moins que le candidat préféré.

Tout en tenant compte de cette ingratitude du peuple américain, tenons compte aussi d'un progrès remarquable dans le langage et le ton de la presse des Etats-Unis. Celle du sud s'est sans doute montrée comme toujours passionnée jusqu'à la frénésie, ne reculant devant aucun outrage et aucune calomnie; mais la presse, même démocratique, du nord, s'est fait remarquer dans toute cette lutte par un ton de modération inusité aux États-Unis: elle a discuté avec mesure, et elle n'a jamais cessé de rendre justice aux talens et aux vertus du grand homme d'état qu'elle combattait, non pas personnellement, mais comme le représentant d'un parti opposé. Ajoutons encore que c'est un grand et noble spectacle que celui de trois millions d'hommes exerçant leurs droits politiques sous l'empire de la plus violente agitation, sans une seule goutte de sang répandue, sans un seul acte de violence, même dans les grandes villes, et avec la populace la plus corrompue du monde entier. Un autre trait remarquable et particulier à l'Amérique, c'est que, le scrutin une fois fermé et la lutte terminée, toute agitation cesse aussitôt: d'ici à quinze jours, le calme le plus complet règnera aux Etats-Unis; le parti vaincu ne songera qu'à renverser M. Polk dans quatre ans d'ici, et le parti victorieux qu'à le maintenir.

(*La fin à demain.*)

Affaires d'Angleterre.

LE RAPPEL DE L'UNION.

L'agitation du rappel en Irlande continue, mais la jonglerie sur laquelle elle repose se montre de plus en plus au grand jour, et les journaux anglais de toutes les nuances s'accordent à la dénoncer comme une imposture. C'est en pure perte que M. O'Connell change de batterie dans chacun des *meetings* qu'il tient: il n'atteint pas le but auquel il vise. Il est, il y a quelques semaines, un accès passager de bienveillance envers l'Angleterre; à l'heure qu'il est, c'est tout le contraire, et il déverse à pleines mains le blâme non-seulement sur les libéraux anglais, auxquels l'Irlande a tant d'obligations, mais même sur la totalité du peuple britannique. Tout récemment encore, il a déclaré qu'il est impossible que la vérité se fasse jour en Angleterre. L'agitateur a ensuite fait tout ce qui a dépendu de lui pour s'aliéner la nation française qu'il a fait rompre avec sa cause. C'était là une peine qu'il aurait pu s'épargner, car quelle que soit l'opinion que les Français se sont formée sur les prétendus griefs de l'Irlande, ils sont doués d'un tact trop sûr pour ne pas entrevoir la grossière duperie dont le peuple irlandais est l'objet sous le beau nom de «rappel de l'Union.» *Fédéralisme!* était encore, durant quelque temps, le cri de ralliement de M. O'Connell. Hâtons-nous d'ajouter qu'il était en effet impossible de découvrir en quoi le fédéralisme est réellement distingué du rappel de l'Union. Ce projet est maintenant abandonné et le rappel simple et pur est redevenu le mot de passe. Il proposa ensuite de susciter un procès aux juges qui avaient figuré dans les dernières poursuites judiciaires de la couronne; mais ce projet a été également abandonné à l'instigation, à ce qu'on dit, de l'évêque de Dromore. Vint ensuite le projet de former une *société préservatrice nationale* de 300 membres, projet qui, à son tour, fut ajourné indéfiniment. Somme toute, l'agitation se borne de nouveau au seul objet du rappel simple et pur. Mieux que tout autre, M. O'Connell sait lui-même qu'il est de toute impossibilité de réaliser ce projet; il n'ignore pas que l'Union entre la Grande-Bretagne et l'Irlande est une mesure définitive et irrévocable, et que jamais la législature britannique ne consentira à la dissoudre.

Il est notoire que M. O'Connell lui-même n'est pas un sincère *repealer*. Il est convaincu que le plus grand fléau dont pourrait être atteinte l'Irlande serait la restauration du parlement irlandais. L'essai en a été déjà fait, mais il a totalement manqué. Une mesure pareille ouvrirait la porte à toute espèce de corruption et de désordre. C'est là une réponse péremptoire à opposer à l'argument qu'on voudrait tirer de l'existence de l'union fédérative en d'autres pays, telle que celle entre la Suède et la Norwége. Nous le répétons, cet expédient a déjà été essayé en Irlande, mais sans le moindre succès. Même en admettant, contre toutes les probabilités, la possibilité de la composition d'un parlement irlandais, exempt de la violence et de la corruption dont il fut entaché des intérêts irlandais, cette mesure aurait pour résultat que l'Irlande, bien que placée nominalement sous la même souveraineté que l'Angleterre, deviendrait vis-à-vis de celle-ci un pays étranger, état de choses dont les suites seraient des plus ruineuses pour l'Irlande. Retirant de grands avantages de la circulation des capitaux anglais, l'Irlande a vu sa prospérité s'accroître graduellement depuis l'époque de l'union. Cependant elle est comparativement toujours un pays pauvre, et comme tel, comment pourra-t-elle supporter la dépense d'une flotte et d'une armée, ainsi que de tant d'autres établissemens nationaux? La quote-part que les Irlandais paient actuellement dans les taxes est une bagatelle comparée aux charges qui pèseraient sur eux si le ridicule projet de devenir un état indépendant devait se réaliser.

Le gouvernement britannique ne peut jamais se dessaisir du droit d'imposer les taxes en Irlande, ni de celui de diriger les affaires de ce pays, d'accord avec la politique d'après laquelle sont conduites les affaires générales du royaume-uni. C'est là une maxime regardée comme un principe immuable par tout parti appelé au pouvoir en Angleterre, n'importe qu'il soit *whig* ou *tory*. Avec un cabinet britannique il ne saurait jamais être sérieusement question d'un rappel de l'union. Si M. O'Connell veut mettre d'accord ses efforts en faveur de l'Irlande avec les vœux des véritables amis de son pays, il y a assurément maintes importantes améliorations à faire dans les lois en vigueur, améliorations qui ne semblent être aucunement impraticables. Mais en s'opposant à des mesures essentiellement avantageuses, telle que l'est le nouveau *charitable trusts act*, qui autorise les catholiques d'agir en qualité de commissaires avec les mêmes pouvoirs et privilèges que ceux conférés aux protestans, et qui a l'approbation, non-seulement des libéraux anglais, mais également de la grande majorité des évêques et du clergé catholiques, il devient évident que M. O'Connell nuit aux meilleurs intérêts de son pays, et qu'il s'est engagé dans une voie qui, tôt ou tard, doit lui aliéner l'esprit de tous ceux qui désirent sincèrement la paix et la prospérité de l'Irlande.

(*Journal de Francfort.*)

La querelle religieuse survenue en Angleterre, et à laquelle il est difficile de donner un nom précis, tant sont vagues les inculpations adressées par les ultra-anglicans aux membres du clergé qui veulent faire revivre d'anciennes pratiques dans le culte de l'église établie, cette querelle qui a pris un tel degré d'irritation, ne cesse d'occuper la polémique des journaux.

Voici comment le *Times* envisage l'affaire du bill sur les donations charitables, en Irlande.

«Le bill des donations charitables, pour l'Irlande catholique, fait époque dans les annales politiques modernes de ce pays, à cause de la défaite signalée qu'O'Connell vient de subir à cette occasion. Mais il y a d'autres considérations qui rendent cette même loi plus remarquable et plus importante encore. Cette loi est en elle-même le commencement d'une grande révolution. Elle apporte des élémens de réforme plus évidens qu'aucune de ces nombreuses dislocations organiques dont nous ayons été témoins.

Il y a peu d'actes analogues, à notre avis, en faveur desquels l'on puisse alléguer autant de motifs de nécessité et de justice. Car cet acte est la consécration de principes longtemps repoussés, mais qui aujourd'hui, on peut le dire, sont déjà établis et acceptés par le pays. Cette consécration a été effectuée, ce nous semble, par des votes suffisamment solides et en même temps modérés.

Voici l'état de la Banque d'Angleterre au 14 décembre 1844:

DÉPARTEMENT D'ÉMISSION.

	Liv. St.		Liv. St.
Bank-notes émises	28,903,705	Dette du gouvernement	11,015,100
		Autres cautionnemens	2,984,900
		Or monnoyé et en barres	12,410,004
		Argent en barres	1,593,611
	Liv. 28,903,705		Liv. 28,003,705

DÉPARTEMENT DE BANQUE.

	Liv. St.		Liv. St.
Capital des propriétaires	14,553,000	Cautionnemens du gouvernement	13,540,615
Le reste	3,105,286	Autres cautionnemens	10,293,154
Dépôts du public (y compris ceux de l'Echiquier, des caisses d'épargne, des commissaires de la dette nationale, et les comptes de dividende)	6,385,654	Bank-notes	3,745,540
		Monnaie d'or et d'argent	840,589
Autres dépôts	8,331,188		
Billets à sept jours et autres	994,174		
	Liv. 33,419,902		Liv. 33,419,902

(*Friday's Gazette.*)

Recettes de l'Union Douanière.

Nous avons sous les yeux un aperçu comparatif des recettes brutes de l'union douanière tout entière, d'après lequel elles s'élevèrent en 1843 à 4,373,249 th. pour le 1er trimestre, à 7,161,045 pour le 2e, à 6,133,483 pour le 3e, en tout à 17,677,777 thalers; en 1844, la recette s'est élevée à 4,626,041 th. pour le 1er trimestre, à 7,150,769 pour le 2e, à 7,112,732 pour le 3e, ensemble à 18,889,542 th.; ce qui constate une augmentation de 1,221,765 th. pour 1844.

Les recettes nettes se sont montées: en 1843, 1er trimestre, 3,823,920 th.; 2e, 6,593,959; 3e, 5,599,705; ensemble 16,017,584 th.; en 1844, 1er trimestre, 4,062,132 th.; 2e, 6,585,350; 3e, 6,547,309; en tout 17,194,791 th.; par conséquent un accroissement de 1,177,207 th. pour 1844.

Nouvelles de Suisse.

On lit dans le journal de Zurich, sous la date du 19 décembre:

«Dans la troisième séance du grand conseil de Zurich, l'assemblée a approuvé les mesures prises lors des derniers événemens de Lucerne, et a adopté la proposition d'adresser au gouvernement de Lucerne la demande amicale de revenir sur le rappel des jésuites. Dans le cas d'une réponse négative ou évasive, le conseil exécutif est invité à engager le prochain *Vorort* de Zurich à convoquer une Diète extraordinaire afin de délibérer sur les moyens de rétablir et de maintenir la paix dans tout le pays. Quant au corps franc qui est venu au secours des libéraux de Lucerne, le grand-conseil exprime sa désapprobation, attendu qu'il n'est pas permis d'intervenir ainsi par les armes dans les affaires intérieures d'un autre canton.»

— Le canton de Soleure prépare à la prochaine diète des discussions semblables à celles qu'a provoquées la sécularisation des monastères d'Argovie. Le chapitre cathédral ayant refusé de reconnaître le prévôt et les quatre chanoines que, contrairement aux stipulations expresses du dernier concordat relatif à l'érection de l'évêché actuel de Bâle et Soleure, le gouvernement s'était permis de leur imposer, le grand conseil du canton vient de décréter la séquestration des revenus de ces cinq bénéfices, pour être appliqués aux traitemens des maîtres d'école connus par leur attachement au système actuel. Après la protestation solennelle de l'ordinaire et du chapitre viendront celles de la nonciature apostolique qui ne peut manquer de recourir à l'autorité fédérale, pour obliger Soleure à respecter les stipulations du concordat. Cette réclamation sera, comme on peut s'y attendre, énergiquement soutenue par les cantons catholiques et par tous ceux qui tiennent au maintien de la foi publique.

Nouvelles et faits divers.

On écrit de Lisbonne, 18 décembre:

Le grand événement de la semaine a été la hausse subite et extraordinaire du cours des fonds publics. Les inscriptions 5 p. c. qui étaient, il y a 2 mois à peine, à 49 et 50 ont atteint aujourd'hui le cours de 72 avec toute apparence d'une nouvelle hausse. Cette impulsion est le résultat de la confiance du public dans la stabilité du ministère de Costa-Cabral et dans le retour d'un état de prospérité inconnu depuis longtemps à ce royaume. Des maisons étrangères ont acheté une grande quantité de titres, on cite plusieurs individus qui ont réalisé en quelques jours des fortunes considérables. La réaction qui ne peut manquer de suivre ce mouvement fiévreux produira, on le craint, bien des sinistres.

— On écrit de Rome, 13 décembre:

Sa Sainteté a reçu, il y a une huitaine de jours, les fondés de pouvoirs de plusieurs maisons de banque belges qui lui ont offert de se charger d'un emprunt de 14 million d'écus (plus de 3 millions de florins). On pense que les intérêts des prêteurs et de l'emprunteur sont déjà régularisés.

Les gouvernemens et les communes des divers états d'Italie rivalisent de zèle pour faire rentrer les biens sécularisés dans les mains de leurs anciens possesseurs, pour créer de nouvelles fondations religieuses, et particulièrement pour réintégrer l'ordre des jésuites. Le duc de Modène vient de leur confier la direction des établissemens d'instruction publique à Massa, où ils viennent d'ouvrir un séminaire. (*Gaz. d'Augsb.*)

— D'après une lettre de Madrid, publiée dans le *Mémorial Bordelais* du 22, non-seulement la France et l'Angleterre seraient tombées d'accord sur le choix du comte de Trapani pour mari de la reine d'Espagne, mais même il paraît que l'Autriche aurait enfin renoncé à faire opposition à ce mariage en l'acceptant comme un fait accompli.

On ajoute que le mariage sera célébré au mois d'avril prochain et que bientôt après l'Autriche accréditera un diplomate auprès de la cour d'Espagne.

— La séance du sénat belge s'est ouverte mardi à 2 heures. M. le comte de Renesse a présenté le rapport sur le projet de loi ouvrant un crédit provisoire au département des travaux publics. Ce rapport sera imprimé et distribué ; la discussion en sera fixée ultérieurement.

L'ordre du jour a appelé ensuite la discussion du projet de loi sur les céréales. Le sénat s'est formé en comité secret.

— On écrit de Berlin, 20 décembre : A ce qu'on dit, les travaux préliminaires des prochaines diètes provinciales ne sont pas encore terminés et celles-ci ne pourront guère ouvrir aussi tôt qu'on le croyait. Dans cet état de choses, les présidens-en-chef de quelques provinces viendront d'abord ici pour quelque temps, et après eux les maréchaux de la diète, tant ceux qui sont désignés que peut-être aussi ceux qui sont déjà confirmés.

— On lit dans le *Messager* de Gand, sous la date du 26 :

Hier, a eu lieu à l'estaminet la *Bourse*, marché aux Grains, une assemblée d'ouvriers raffineurs, à l'effet de rédiger une pétition aux chambres législatives pour réclamer contre la loi sur les sucres.

Un projet de requête a été adopté à l'unanimité, et le paragraphe suivant y a été ajouté :

« Ce n'est point une aumône que nous demandons, c'est justice, c'est du travail que nous exigeons. »

Cette pétition a été revêtue d'au-delà de huit cents signatures. La foule des ouvriers était tellement compacte que plusieurs d'entre eux se sont trouvés mal et qu'on a dû leur porter secours. Il est possible que la position que le gouvernement a faite à ces malheureux ne soit point étrangère à l'état de faiblesse auquel quelques-uns des signataires de la pétition se sont trouvés en proie.

— Le *Times* annonce qu'il y a eu à Londres vendredi dernier une réunion de personnages appartenant aux classes élevées de la société, leur but était de s'occuper des dissidences qui se sont élevées dans l'église établie. Un comité a été nommé pour rédiger une adresse à la reine ou à l'archevêque de Cantorbery. Une seconde réunion aura lieu incessamment.

— Le steamer *Mongibello*, qui est parti le 6 de ce mois de Civita-Vecchia pour Naples, a heurté un navire marchand venant d'Orient. Comme à cette occasion les matelots des deux navires se sont trouvés en contact, le *steamer*, qui a été ramené à Civita-Vecchia pour la réparation de ses machines, a été déclaré suspect et condamné à une quarantaine de 16 jours. Parmi les 70 à 80 passagers qui étaient à bord, se trouvait aussi M. le baron Charles de Rothschild avec sa famille.

— On se rappellera le triste accident arrivé récemment sur la Tamise — la rencontre des bateaux à vapeur l'*Orwell* et le *Sylph* — par suite duquel ce dernier coula bas. Eh bien, une enquête judiciaire eu lieu, un jury s'est assemblé, et son verdict condamne le capitaine de l'*Orwell* à une amende de *un shelling* (60 cents), en même temps qu'il blâme le capitaine du *Sylph*, parce qu'il allait trop vite au moment où l'accident est arrivé.

— Dans la nuit du 21, une maison a été réduite en cendres, près de *Russell square*, à Londres. Quatre agens de police ont péri victimes de leur zèle.

— L'hiver fait aussi sentir ses rigueurs à Athènes; le thermomètre est à 2° au dessous de zéro. M. Kranzfelden, jeune artiste arrivé en Grèce il y a quelques années avec plusieurs compatriotes bavarois, artistes comme lui, est mort après de longues souffrances.

— Les journaux anglais rapportent le fait suivant :

Le capitaine Crocker, du navire *North Bond*, de Baltimore, raconte qu'il a été témoin d'un singulier phénomène sur sa route au nord. Vers le 20 novembre, une masse compacte de baleinelles envahit le pont et les vergues de navire ainsi que les flots environnans; elles restèrent là trois jours, puis disparurent. Selon toute apparence, il devait s'en trouver des millions dans l'espace de quelques milles; elles étaient de couleur rouge. Qui peut expliquer ce phénomène vraiment extraordinaire? D'habitude ces insectes ne volent que 200 toises à la fois. Ici, ils s'étaient avancés à 700 milles en pleine mer. On pense toujours qu'un ouragan les aura chassés et qu'ils venaient de l'Amérique du Sud.

— M. le vicomte d'Arlincourt vient de faire recevoir un mélodrame de sa composition au théâtre de l'Ambigu-Comique.

— Nous lisons dans un journal de Paris, *la France Elégante*, que M. V. Hugo va faire paraître un troisième volume du *Rhin*, et quelques jours après, en janvier, un nouveau recueil de poésies.

— Il paraît que à Douvres on a assez l'habitude d'écorcher les voyageurs. Du moins *Punch*, le Charivari de Londres, caricature cet abus d'une manière plaisante. Voici sa charge :

La carte d'une taverne à Douvres. — Garçon ! combien mon verre de grog à l'eau de vie? — Voyez la carte, monsieur. — Comment ! 10 *shellings* et 6 *pence* ? (12 f. 80 c.) — Oui, monsieur ; pour l'eau de vie 2 *shellings* ; jamais on ne la paie moins ici. — Et bien, continuez. — Pour le sucre 6 *pence* ; jamais on ne le paie moins ici. — Allez toujours. — Pour les bougies et l'appartement 5 *shellings*. — Eh mais ! je n'ai passé ici que cinq minutes ! — Cela ne nous regarde pas ; nous n'y pouvons rien monsieur ; jamais on ne paye pas moins ici. — Bien, poursuivez. — Pour les domestiques 2 *shellings*. — Quoi? — Pour moi, le décrotteur et la femme de charge ; jamais on ne nous donne moins ici. — Eh bien, quoi encore? — Pour l'usage de la vaisselle, des cristaux et du linge, 1 *shelling*. — Que voulez-vous dire par là ? — Pour l'usage de la cuiller, du verre et de la nappe ; jamais on ne paie moins ici ; mais monsieur, faites bien attention que nous ne vous demandons rien, absolument rien, pour l'eau chaude. — Fort bien ; voici vos 10 *shellings* et 6 *pence* ; mais j'écrirai à l'aventure au *Times*. — Bien monsieur. Voulez-vous du papier, de l'encre et des plumes ? C'est 1 *shelling* ; jamais on ne les paie moins ici.

— Les analyses et expériences comparatives qui ont été faites par les médecins de tous les hôpitaux de Paris et par les professeurs de la faculté de médecine ont constaté la *supériorité* manifeste de la PATE PECTORALE de NAFÉ ARABIE sur toutes celles du même genre. La PATE et le SIROP de NAFÉ se vendent chez M. *W. C. van Dort*, à La Haye.

VARIÉTÉS.

ABD-EL-KADER.

(Extrait de l'*Algérie*.)

La révélation des circonstances qui ont déterminé Abd-el-Kader à se retirer dans l'intérieur du Maroc, ne laisse plus de doute dans notre esprit. Abd-el-Kader n'est plus aujourd'hui que l'ombre de lui-même, ce n'est plus qu'un fantôme désormais impuissant à troubler la tranquillité de nos possessions algériennes.

Quand Abd-el-Kader quitta l'Algérie, il y a quinze mois environ, un chef puissant, un cheikh des cheikhs tenait en ses mains la suprématie sur toutes les kebila (tribus) des Beni-Snacen, nation indépendante au milieu de la grande nation marocaine.

Cet homme, roi de la montagne, était Sid-el-Bechir-ben-Mçaoud. Il avait accordé l'hospitalité de Dieu à un noble proscrit, et chaque cheikh de la grande famille, chaque membre des diverses kebila eût armé son bras plutôt que de laisser violer à l'égard d'Abd-el-Kader le droit d'asile qui lui avait été accordé. Pendant tout le temps qu'El-Bechir-Ben-Mçaoud vécut, Abd-el-Kader a impunément affronté la colère de la France et du Maroc ; mais ce protecteur puissant a été appelé à comparaître devant Dieu, il est mort, et le jour de cet événement fatal pour l'émir devint pour toutes les fractions des Beni-Snacen le signal et le commencement d'une lutte intestine, qui, heureusement pour nous, se prolongera longtemps encore.

Tous les cheikhs des kebila, désunis entre eux par l'intérêt et l'ambition, se disputent depuis lors, les armes à la main, l'héritage de Bechir ; chacun veut être le représentant de la république. En présence de ces rivalités armées, Abd-el-Kader, que la parole du chef suprême ne protégeait plus, dut quitter la montagne et chercher un autre refuge. Il crut pour un instant pouvoir rentrer en Algérie, chez les Améian, en épousant une des nobles filles des grandes familles de cette tribu nomade. Cette inspiration lui avait été suscitée par Meloud-ben-Arach, lui citant l'histoire de Sid-Okba, le conquérant de l'Afrique, et l'exemple des beys turcs qui avaient épousé les filles des grandes familles, pour obtenir le concours et la protection de leurs pères.

Abd-el-Kader envoya sur les lieux pour négocier un mariage, mais nulle fille d'Ameian ne voulut d'un proscrit pour époux ; nul père ne voulut l'accepter pour gendre. En franchissant la frontière, Abd-el-Kader avait abdiqué son titre de sultan ; il n'était plus pour les Arabes qu'un particulier malheureux, que la main de Dieu frappait. On répondit à son envoyé : « Dis à ton maître qu'alors qu'il était puissant et victorieux, il n'avait trouvé parmi les filles arabes aucune femme digne de sa couche, et leur avait préféré une esclave ; aujourd'hui les filles arabes ne le trouvent plus digne d'elles, et ne veulent pas être abaissées au même rang qu'une affranchie de Ben-Salem le Kabyle. »

Cette réponse était significative, car elle sortait de la bouche d'hommes encore insoumis aux chrétiens, mais qui, comme tous les habitans du Sahara, savent que le blé croît dans le Tell, et que les dominateurs du Tell sont de droit divin leurs maîtres souverains. Cette réponse décida la retraite de l'émir et la dispersion des familles qui jusque-là environnaient et couvraient la sienne.

Aussitôt qu'on apprit la retraite de l'émir, le bruit courut chez les Ameian, les Angad et les Djafra qu'Abd-el-Kader avait pris la route du Tafilet, bruit répandu par les partisans désappointés de l'ex-sultan, qui, en lui faisant prendre la route du sud, voulaient encore s'en servir comme épouvantail, pour conjurer l'orage qui déjà menaçait leurs têtes.

Les gens de l'ouest, mieux informés, et enchantés du départ d'un homme qu'ils redoutaient encore, quoique impuissant, annonçaient comme certaine l'arrivée d'Abd-el-Kader chez les Ahallaf, tribu marocaine entièrement soumise à l'empereur, et qui confine au territoire de Teza. Il attend là, dans le douar du cheikh Amdoun, les ordres de Muley-Abderrahman.

Les lettres de l'empereur à son fils, trouvées après la bataille d'Isly dans le portefeuille impérial, nous font connaître les dispositions de ce chef à l'égard de l'émir. Le fils de Mahi-ed-Din, écrivit à l'empereur après son entrevue avec M. Drummond Hay, consul-général d'Angleterre : « L'émir Abd-el-Kader est aujourd'hui la seule cause de discorde entre nous et les chrétiens. Pour obtenir la paix avec eux, il faut qu'il disparaisse de l'horizon ; mais ce n'est pas le fils aîné du souverain pontife du Moghreb qui peut agir contre lui : le prestige religieux qui environne le commandeur des croyans de l'est est trop puissant ; remets-toi de ce soin au cheikh Amdoun, chef des Ahallaf, il m'est dévoué, et seul il peut nous débarrasser d'un ennemi si redoutable.

Ainsi c'est sous la tente d'un homme dévoué à l'empereur, qui sans doute a reçu ses instructions secrètes, que l'émir attend aujourd'hui l'accomplissement de la volonté divine. Amdoun le garde à vue et ne le laissera pas échapper. De là à l'internat dans un des ports de l'ouest il n'y a plus que quelques étapes. C'est à la diplomatie à faire ce pas.

Parmi les grands de l'Algérie qui n'ont pas voulu séparer leur cause de celle de l'émir, on cite l'ex-khalifa de Mascara, Mustafa-ben-Tami, son beau-frère ; El-Berkani, khalifa de Titteri ; Meloud-ben-Arach, agha du Cherg ; Adda-Ould-Mohammed-Tefendchi, agha des Hachem-Cheragas ; Hadj-Abd-el-Kader-Bou-Khlekha, kaïd des Sdama et leurs familles.

Ainsi l'émir, abandonné de tous, ne conserve près de lui que ceux qui lui sont attachés par les liens du sang ou qui se croient trop compromis pour espérer l'aman. Ben-Amédi, ex-khalifa de Lemoen, reste chez les nomades du sud-ouest de l'Algérie, Angad et Ameian, et attend sans doute l'éloignement de son ancien maître pour se soumettre et rentrer chez les Ouled-Asa. Bengalem, ex-khalifa du Djerdjera, réfugié chez les Elissas, mais vaincu, demande l'aman royal ou l'autorisation de se retirer à la Mecque.

Ben-Salem serait soumis depuis longtemps, si Ben-Mahi-ed-Din, son ancien lieutenant, et aujourd'hui notre khalifa de Sabaô, ne lui faisait ombrage et ne lui laissait craindre quelque trahison pour l'avenir. Le fils de Ben-Salem fait son éducation à Paris, dans l'institution de M. Demoyencourt. Mohammed-Sghir-Ben-Abderhuman, dernier khalifa du Zibân, réfugié dans l'Aurès, n'aura bientôt qu'à choisir entre la fuite ou la soumission. Sid-el-Hadj-Mamed-Ben-el-Chaoubi, tour à tour secrétaire et ministre de l'émir, khalifa du Ziban et des Flita, le plus intelligent et le plus capable des Arabes, reçoit en ce moment l'hospitalité française, et paraît émerveillé de notre puissance, mais surtout de la richesse et de l'ordre qui règnent parmi nous.

Ben-Allal, l'ex-khalifa de Miliana, le chef des guerriers, est mort de la mort des braves, les armes à la main. Sa tête a trouvé une place dans le tombeau de ses pères, et sa famille tout entière vit en paix au milieu de nous. Sid-el-Hacen-ben-Azouz, le fondateur de la puissance de l'émir dans le Zibân, vient de mourir à Bone, le mois dernier, des suites d'une maladie contractée pendant sa captivité à l'île Ste-Marguerite. Zitonni, khalifa de Djafra, est mort aussi, loin de son pays, la terre chrétienne, au dépôt des prisonniers des îles de Ste-Marguerite.

Ainsi l'a voulu le maître des hommes, disent les Arabes, nous dirons-nous, Dieu l'a voulu ; mais ce sont les Français qui ont été les instrumens de sa toute-puissance. A côté de ces noms qui retentissaient jadis si glorieux aux oreilles des Arabes, d'autres noms sont non moins connus des Arabes et des Français. Ces noms sont : Bugeaud, duc d'Aumale, Lamoricière, Changarnier, Bedeau, Duvivier, Randon, Bourjolly, Marey, Cavaignac, Tempoure et autres.

Théâtre-Royal-Français.

Samedi 28 décembre. — (Représentation N° 92.)

Les Huguenots.

Vu la longueur du spectacle on commencera à SIX heures précises.

ANNONCES.

MAGASIN DE MUSIQUE ET D'INSTRUMENS ET *imprimerie en taille-douce.*

Weygand & Beuster, *Marchands et Editeurs de Musique à la HAYE*, ont l'honneur d'informer le Public qu'ils continuent à pourvoir, à des prix très-modiques, tout ce qui concerne la dite Ligne ; Cartes de Visite et d'Adresse ; Lettres de Change, etc., etc., et qu'ils ont toujours un grand assortiment de superbes Cartes glacées pour Cartes de Visite propres à imprimer en caractères d'or ou d'argent, en choix de couleurs qui voudront bien les honorer de leur confiance.

On trouve audit Magasin un GRAND DÉPOT de *Pianos carrés*, *Pianos consoles* et *Pianinos* sortis des fabriques de **Pape**, de *Paris*, et de **Klein-sang**, de *Bruxelles*, ainsi que les véritables Cordes de Naples.

On y trouve de même toutes les nouveautés qui ont rapport à leur état.

L'administration du Gaz-Courant

A LA HAYE,

a l'honneur d'annoncer au Public que l'on peut obtenir le Coke à raison de f 4.50 pour les 100 hectolitres, tous les jours, excepté le Lundi, Vendredi, Dimanche et les jours de fête.

PROGRAMME

DE

L'EXPOSITION PERMANENTE DE TABLEAUX,

AU VERKOOPHUIS, *VYGENDAM*, n.° 31,

à Amsterdam.

ARTICLE 1er.

Les salles d'Exposition sont ouvertes au public, *gratis*, pendant toute l'année, tous les jours, de 9 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir.

ART. 2.

N'est admis aucun tableau dont le mérite n'est point reconnu, et qui n'est pas envoyé par l'artiste lui-même, ou muni de son consentement.

ART. 3.

Les tableaux, qui ont déjà figuré à une des Expositions à Amsterdam, ne sont pas admis.

ART. 4.

Les tableaux peuvent être envoyés dans le seul but d'être exposés, et être retirés au bout d'un mois, sans aucuns frais pour les artistes qui les envoient.

ART. 5.

Ils peuvent être envoyés à l'Exposition avec indication du prix pour lequel l'artiste désire les vendre. La vente en ayant lieu, la Direction ne se réserve que 10 p. c. Ce qui n'est pas vendu peut être retiré sans aucuns frais pour les artistes.

ART. 6.

L'envoi doit se faire *franco*.

ART. 7.

Indépendamment de l'Exposition, il se fera de temps en temps des Ventes à l'Enchère de tableaux et objets d'art ; dans ces ventes tout tableau de l'école ancienne et moderne, envoyé par des artistes ou autres personnes, est admis pourvu que le prix n'en soit pas fixé, et qu'il soit destiné à être vendu au plus offrant.

ART. 8.

Les tableaux destinés à ces Ventes publiques, seront exposés durant huit jours dans une salle séparée, et devront être envoyés quinze jours au moins, avant la vente.

ART. 9.

L'artiste qui aura envoyé un tableau à l'Exposition pourra le faire mettre à la Vente publique, ou ne pas l'y faire mettre, à son choix.

ART. 10.

La Direction prélève sur les objets vendus à l'Enchère, une commission de 10 p. c. comme sur les tableaux vendues de gré à gré.

Cours des Fonds Publics.

Bourse de Vienne du 20 Décembre.

Métalliques, 5 % 111 ¼. — Dito, 4 % 100 ⅞. — Dito, 3 % 78 ⅝. — Lots de 1834, » — Actions de la Banque 1652.

LA HAYE, chez **Léopold Lobenberg**, *Lange Nieuwstraat*.

Dépôt-général à Amsterdam chez M. Schoonevald, *Beursteeg*; et à Rotterdam, chez S. van Reyn Snoeck, *Haagdijk*.